



ULB-
COOPÉRATION
L'ONG de l'Université libre de Bruxelles



PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

Bureau de dépôt
Bruxelles X / P302398



NOTRE ACTION EN 2017



N°14

JUIN-AOÛT 2018

Éditeur responsable : ULB-Coopération asbl | Av. F.D. Roosevelt 50, CP266 | 1050 Bruxelles
Tél.: 02 650 6100 | www.ulb-cooperation.org

SOMMAIRE

p.2 Uni4Coop
p.3 Éclosions multiples
au Burkina Faso
p.4-5 Amélioration
structurelle des
systèmes de santé
du Nord-Kivu, RDC
p.6-7 Appui au secteur
de la santé à Kinshasa
p.8-9 Agriculture
familiale intégrée
en RDC
p. 10-11 Sénégal :
Amélioration de la
sécurité alimentaire
p.12-13 Activités
d'ULB-Coopération en
Belgique
p. 14-15
Les chiffres 2017
Nos liens avec l'ULB

ÉDITO

En parcourant ce numéro spécial consacré à notre rapport d'activités 2017, vous constaterez que cette année a été riche en nouveautés. Au-delà de la poursuite des actions en cours, nous avons en effet concrétisé deux très ambitieux projets : notre programme de 5 ans, financé par la Coopération belge, qui se déroule dans 4 pays, et un vaste projet d'appui au système de santé du Nord-Kivu (RDC), le projet PADISS. Nous avons ouvert un bureau ULB-Coopération à Ouagadougou, inauguré nos nouveaux locaux à Kinshasa. Des collaborations ont été mises en place avec de nouveaux partenaires, tant au Nord qu'au Sud (APAF, Man & Nature, cinéma Vendôme, des Facultés de l'ULB et d'autres encore). Notre partenariat avec les trois autres ONG universitaires s'est encore renforcé au sein du consortium Uni4Coop. De nombreux stagiaires et béné-

voles ont été accueillis dans nos bureaux et sur le terrain. Des financements complémentaires ont été trouvés, qui garantissent de belles perspectives d'action pour les 4 années à venir. Les bons résultats des multiples audits et supervisions que nous avons reçus témoignent de la rigueur du travail accompli par nos équipes.

Nos équipes ! Je ne peux terminer sans leur rendre un hommage appuyé pour le travail formidable qu'elles accomplissent au quotidien dans des contextes difficiles voire parfois dangereux. Bravo et merci à toutes et tous. Merci également à vous qui nous soutenez régulièrement et qui rendez possible tout ce que vous découvrirez dans les pages qui suivent. Bonne lecture.

Alain Wodon, directeur

PREMIÈRES CONCRÉTISATIONS DE NOTRE CONSORTIUM UNI4COOP

UNI4
COOP

2017 a été l'année des premières réalisations concrètes du Consortium Uni4Coop (consortium qui regroupe avec ULB-Coopération, les 3 autres ONG universitaires (ADG (ULiège-Campus Gembloux), FUCID (Namur) et Louvain Coopération).

Le démarrage du programme commun Uni4Coop (2017-2021), financé par la coopération belge, a fourni un socle solide pour approfondir les contacts et les synergies initiés entre les quatre ONG. Le comité de pilotage, composé des directions des ONG, a orienté les actions communes, géré la coordination générale d'Uni4Coop et veillé à la poursuite des dynamiques d'échange mises en place. Plusieurs groupes de travail ont été constitués (Évaluation & suivi, ECMS, Communication, Finance, Genre...). Ils ont conduit à des réflexions sur le rapportage et la transparence, l'évaluation et la capitalisation, le partage d'outils de suivi d'indicateurs ou permettant l'estimation de l'impact environnemental des actions, la définition d'un positionnement commun de communication ou encore la veille des appels

à projets pour lesquels une réponse sous le nom d'Uni4Coop pourrait représenter une plus-value. En 2017, La collaboration la plus intense a concerné les actions de sensibilisation des étudiants, coordonnées sur les différents campus universitaires francophones. Elle a notamment abouti à la préparation d'un colloque commun sur l'engagement des étudiants, avec dans le comité de préparation non seulement des membres de chaque ONG mais également un représentant de chaque université. Au Sud, la première réalisation concrète a été l'obtention d'un financement commun pour un projet d'échange de savoirs sur la gestion intégrée des mangroves en Afrique de l'Ouest et à Madagascar, projet porteur de belles perspectives de collaboration sur la thématique des conséquences du changement climatique.

Pour entretenir la dynamique de collaboration entre les différentes ONG, des journées de rencontre, regroupant tous les membres des équipes, ont été organisées. Elles ont permis aux différents collaborateurs de mieux se connaître, d'inciter aux échanges

et d'identifier de nouvelles pistes de partenariat. Ces rencontres, essentielles pour le développement d'Uni4Coop, seront poursuivies et progressivement élargies aux équipes de terrain.

En décembre, des membres des conseils d'administration des 4 ONG se sont réunis pour évaluer les acquis d'Uni4Coop et discuter des perspectives d'évolution du consortium au-delà de la stricte exécution du programme. Mandat a été donné aux directions de mener une réflexion sur la forme légale à donner à Uni4Coop pour lui permettre d'atteindre au mieux les objectifs fixés. Plusieurs pistes ont été évaluées. Celle qui sera proposée aux assemblées générales des 4 ONG est la création d'un groupement autonome de personnes, permettant aux ONG de partager leurs ressources pour atteindre des objectifs communs tout en conservant leurs propres identité et autonomie.

ÉCLOSIONS MULTIPLES AU BURKINA FASO

2017 a été une année de nouveautés pour nos actions au Burkina. Un bureau de représentation d'ULB-Coopération, composé de 4 personnes, a été ouvert. Après un long processus administratif, il est en passe d'obtenir une reconnaissance légale. Le nouveau programme financé par la Coopération belge (DGD) a démarré. Il nous a permis d'élargir notre zone d'intervention à la province du Nahouri. Il a également permis d'initier deux importants nouveaux partenariats.

Avec ses nouveaux partenaires, les associations APAF et NatuDev, ULB-Coopération intervient maintenant au centre-sud du Burkina dans la zone dite du « Corridor des éléphants ». Cette zone de 4.500 ha bordée de 6 villages, permet la transhumance, notamment des éléphants, entre deux réserves naturelles, le Parc Kaboré Tambi et le ranch de Nazinga. Ne disposant pour l'instant d'aucun statut officiel, cette zone est exploitée par les paysannes et paysans qui s'y fournissent en matières premières diverses, ce qui non seulement mène à sa dégradation progressive mais restreint également le passage des animaux.

L'objectif de l'action est d'améliorer les conditions de vie des populations, tout respectant cette zone à protéger en y installant une gestion durable de ses ressources naturelles.

NatuDev a entamé le processus de reconnaissance officielle de la zone en tant que zone protégée. Les populations sont associées à celui-ci. Elles sont sensibilisées à l'intérêt d'adopter une gestion durable des forêts et invitées à co-construire les plans d'aménagement. APAF apporte son appui technique et opérationnel aux agriculteurs et agricultrices pour les sensibiliser et les former aux techniques d'agro-foresterie.

Outre l'encadrement et le renforcement de ces deux partenaires, ULB-Coopération apporte son expertise technique et scientifique. Sur place, deux économistes, dont une junior, étudient notamment les filières d'exploitation des produits locaux (karité, miel) afin



de proposer aux agriculteurs les schémas de commercialisation les plus rentables et durables. Notre équipe a également contribué à l'élaboration d'un projet de recherche développement (PRD) financé par l'Académie de recherche et enseignement scientifique (ARES) pour venir renforcer cette action. Il est mené par le Service d'écologie du paysage et systèmes de production végétale de l'ULB et par les universités de Ouaga 1 Pr Joseph Ki-Zerbo et de Liège.

Avec notre ancien partenaire, l'association Impulsion, nous poursuivons les deux grands axes d'activités menés dans la zone de Barsalogho, au Nord du Burkina.

D'une part, la pérennisation du vaste parc hydraulique (près de 400 pompes mises en place grâce aux précédents financements obtenus par le SLCD). En 2017, avec un appui financier complémentaire d'Hydrobru, l'action vise à déployer un système performant et durable d'entretien préventif et curatif du parc. Un groupe d'artisans réparateurs a été mis en place. Il est chargé de la maintenance préventive du réseau et d'assurer des interventions rapides en cas de panne. Le salaire des artisans, l'achat des pièces de rechange, leurs déplacements sont pris en charge grâce aux cotisations payées par les usagers de l'eau. Le projet permet la formation des artisans ainsi que la mise en place du système de gestion permettant d'une part le suivi des recettes et des dépenses et d'autre part la planification des entretiens.

Le deuxième axe concerne l'exploitation durable des produits dérivés de la forêt de Korko afin d'assurer de meilleurs revenus aux populations environnantes tout en préservant la faune et flore. Plusieurs modalités d'exploitation des fruits du balanités, arbuste épineux qui pousse à profusion, sont en phase de test. Le développement futur de cet axe est malheureusement mis en péril par l'insécurité croissante qui règne dans cette région de plus en plus souvent victime de groupes religieux extrémistes venant du Mali. ▀

I N F O

boris.javeau@ulb-cooperation.org (Ouagadougou) et

thierry.decoaster@ulb-cooperation.org (Bruxelles)

Nos partenaires au Burkina, trois associations burkinabè

NATUDEV met en œuvre le volet conservation et exploitation durable dans la zone du corridor des éléphants.

APAF forme les exploitants familiaux à l'agroforesterie, à la restauration des sols, à la lutte contre les nuisibles, aux techniques de préservation de l'environnement et améliore leurs capacités de gestion.

IMPULSION met en œuvre le volet conservation et exploitation durable du massif forestier de Korko et le système de gestion préventive et curative des points d'eau.

AMÉLIORATION STRUCTURELLE DES SYSTÈMES DE SANTÉ

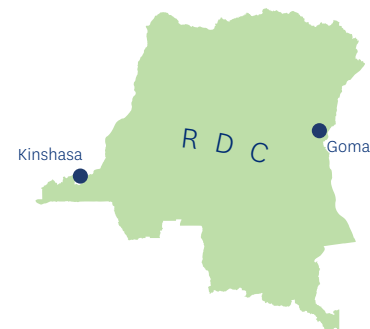
En RDC, les indicateurs sanitaires sont inquiétants. La qualité des soins proposés à la population congolaise est trop faible, beaucoup trop faible. Avec l'aide de ses partenaires et des autorités locales, ULB-Coopération tente de contribuer à l'amélioration du système de santé dans les provinces du Nord-Kivu et de Kinshasa.

GOMA, NORD-KIVU, RD CONGO

Au Nord-Kivu, en 2017, ULB-Coopération a démarré un ambitieux projet de 5 ans cofinancé par l'Union européenne (90%) et la Coopération belge (10%) : le Projet d'appui au développement intégré au système de santé du Nord-Kivu (PADISS).

Visant le développement intégré et durable du système de santé, PADISS agit selon 8 axes d'intervention complémentaires qui touchent tant les structures de santé (réhabilitation, équipement), que l'organisation du système (appui au fonctionnement et à la gestion), ou les individus (formation). Il cherche des solutions innovantes concernant l'organisation des soins en milieu urbain, le financement des soins ou encore les systèmes d'accréditation.

Durant cette première année de projet, l'équipe ULB-Coopération à Goma a, d'une part, œuvré à soutenir et renforcer ses partenaires : la Division Provinciale de la Santé, autorité qui a la responsabilité de l'administration du secteur santé de la province (8 millions d'habitants), l'hôpital provincial du Nord-Kivu, et deux grandes zones de santé (Goma et Rutshuru). Elle a également mis en œuvre directement 19 chantiers de constructions et réhabilitations de structures de santé sur l'ensemble de la province. En partenariat avec Erasme-Coopération (service de l'hôpital Erasme), le programme de formation continue des personnels de santé a été relancé.



PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE L'HÔPITAL PROVINCIAL

Un important travail avec le personnel a permis d'élaborer le plan de développement de l'hôpital. Il se compose de trois parties : le projet médical (réalisé avec l'appui d'AEDES), le projet immobilier de réhabilitation des bâtiments (réalisé en collaboration avec la Faculté d'Architecture de l'ULB), et le travail autour des thématiques de gestion et de gouvernance. Ce dernier volet essaye d'installer plus de transparence dans les pratiques. Il contient la description des outils de gestion comptable et de logistique (p.ex. stocks de médicaments). Il a permis la mise en place du Comité d'accompagnement du développement de l'hôpital, qui renforce la notion de contrôle interne et externe dans la gouvernance. Le comité de gestion de l'hôpital a également été renforcé par des représentants de structures extérieures et des représentants des malades chroniques.

RENFORCEMENT DU SOUTIEN DE LA DIVISION PROVINCIALE DE LA SANTÉ AUX ZONES DE SANTÉ

Une des fonctions de la Division provinciale de la santé (DPS) est d'encadrer les zones de santé (ZS) pour qu'elles remplissent correctement leur mission d'organisation des soins. Cela se traduit principalement par de l'accompagnement sous forme de supervisions, des apports matériels et financiers ainsi que par l'organisation de la formation continue du personnel. Ce soutien était malheureusement trop souvent défaillant. Un des chantiers menés en

2017 a été de rétablir des liens constructifs entre la DPS et les ZS. Un sondage effectué auprès des 33 zones de santé concernées par le projet montre que l'appréciation de l'appui de la DPS s'est notablement améliorée.

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES STRUCTURES DE SOINS

Afin d'accéder aux financements publics et de certains bailleurs, les structures de soins doivent répondre à des critères minimums de qualité. Nos équipes ont accompagné les centres de santé des deux zones soutenues pour qu'ils parviennent à satisfaire ces conditions basiques concernant la qualité et la sécurité des soins. Aujourd'hui, tous les centres de santé de la zone de Rutshuru et 70 % de ceux de la zone de Goma répondent aux critères minimum attendus. Grâce à l'amélioration de l'accueil et aux ressources complémentaires, ces centres voient généralement leur fréquentation augmenter.

RECHERCHE SUR LA ZONE DE GOMA

Plusieurs facteurs, comme le développement rapide des villes ou l'augmentation du nombre de médecins, imposent de mener une réflexion globale sur la structuration des soins de santé en milieu urbain. Deux études préliminaires ont été menées afin de mieux comprendre la situation actuelle. Elles ont fourni plusieurs éléments utiles pour alimenter la réflexion. Parmi ceux-ci, un est particulièrement interpellant.



Pour un malade sur deux, le premier « prestataire de soins » rencontré est la pharmacie. 90 % des pharmacies sont tenues par des infirmiers qui, dès lors, administrent des soins sur place et dont le rôle se voit ainsi altéré, ce qui implique de repenser la fonction des officines dans la configuration globale de l'offre de soins en milieu urbain.

QUALITÉ ET SÉCURITÉ DES SOINS

L'appui d'experts de l'hôpital Erasme a stimulé une réflexion de l'ensemble de nos partenaires sur l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins. Un atelier organisé sur ce thème a abouti à la rédaction d'une note stratégique sur la gestion des risques et la sécurité du patient. Elle sera un socle très utile pour orienter les actions futures.

PRINCIPALES DIFFICULTÉS

PADISS s'ancre dans un environnement fragile d'un point de vue sécuritaire. La région du Nord-Kivu demeure instable. Les équipes doivent faire preuve d'adaptabilité et flexibilité constantes, afin d'aligner les activités aux possibilités concrètes. L'état des infrastructures telles que les routes rend également fastidieux l'accès aux zones reculées. Les chantiers de construction et de réhabilitation des structures de soins ont connu quelques incidents, qui sont restés mineurs. ▼

Approche participative et inclusive des actions

Les aspects du genre et les approches participatives sont développés dans les différents aspects du projet. Ainsi, lors des travaux de construction et de réhabilitation, les populations ont été impliquées dans la conception des ouvrages et ont participé aux travaux. La contribution de la population, reportée quantitativement, équivaut à 10 % du budget de chaque réalisation, principalement à travers la main d'œuvre manuelle offerte et l'apport en sable ou moellons, matières premières indispensables.

Des efforts particuliers, encore exceptionnels en RDC, ont été faits concernant l'accessibilité à toutes et à tous par l'adaptation des espaces aux personnes à mobilité réduite. L'organisation des salles d'hospitalisation a été améliorée pour garantir l'intimité...

INFO

jeanbosco.kahindo@ulb-cooperation.org (Goma)
daniela.chinnici@ulb-cooperation.org (Bruxelles)



APPUI AU SECTEUR DE LA SANTÉ À KINSHASA

À Kinshasa, grâce à des financements de la coopération belge, ULB-Coopération mène ses activités de santé dans deux volets distincts et complémentaires. D'une part, notre équipe, en collaboration avec

la Chaîne de l'Espoir Belgique, participe à la mise en place d'une plateforme hospitalière, lieu de concertation et d'émulation des acteurs de soins visant l'amélioration des pratiques hospitalières. D'autre part,

ULB-Coopération apporte un appui organisationnel et matériel à la zone de santé de Kintambo, à ses centres de santé et à son hôpital général de référence.

LA PLATEFORME HOSPITALIÈRE DE GESTION, UN PARI SUR L'HUMAIN

La situation de la plupart des hôpitaux de la RDC, à l'exception de ceux soutenus massivement par des capitaux extérieurs nationaux et internationaux, n'est pas réjouissante. Les moyens (très) limités, l'organisation (très) déficiente conduisent, dans de trop nombreux cas, à des soins de qualité (très) insuffisante. Cependant, comme souvent, quelques mesures simples, peu onéreuses, soutenues par du personnel motivé permettent d'améliorer déjà significativement la prise en charge des patients. C'est le pari que font deux ONG, Chaîne de l'Espoir Belgique et ULB-Coopération, ainsi que certains hôpitaux en s'engageant dans la création de la plateforme hospitalière. Son objectif: donner aux femmes et aux hommes qui travaillent dans ces hôpitaux, la motivation, le surplus de compétences et les quelques moyens nécessaires pour améliorer sensiblement leurs pratiques quotidiennes et leur permettre de retrouver le sentiment du travail bien accompli.

2017 a été l'année des premières concrétisations de la plateforme. Après une longue gestation opérationnelle et administrative menée avec les autorités de la santé, la plateforme a introduit sa demande de reconnaissance en tant qu'ASBL congolaise. Statutairement, elle a été créée par les hôpitaux de Monkole, de Bominenge, de Bokonzi et Saint-Luc de Kisantu ainsi que par les organisations non gouvernementales Chaîne de l'Espoir Belgique, Rotary Clubs for Development Belgique et ULB-Coopération. Elle vise à améliorer la qualité et l'accès aux soins de santé dans les



hôpitaux du pays en favorisant le dialogue et les échanges entre les parties prenantes du secteur.

Concrètement, par l'organisation d'ateliers d'échange, de séminaires, de visites, elle offre aux personnels des hôpitaux un cadre qui permet de partager leurs expériences, de réfléchir sur leurs pratiques ou encore d'échanger des solutions concrètes dans les différents domaines du secteur hospitalier (médical, paramédical, technique et de gestion). Elle propose également des appuis spécifiques pour la réalisation de micro-projets d'amélioration de la qualité des soins au sein des hôpitaux.

Malgré un contexte très fragile, la création de groupes de réflexion, informels mais assidus et autonomes, rassemblant des prestataires de soins, permet de partager et questionner les pratiques, dans un but d'amélioration continue.

NOUVEAUX SERVICES : URGENCES, SOINS INTENSIFS ET RÉANIMATION À KINTAMBO

L'hôpital de Kintambo, situé au nord-ouest de la ville de Kinshasa, est un hôpital d'état de 150 lits qui connaît toutes les difficultés de ce genre d'établissement, en particulier le sous-financement et la pléthore de personnel qui conduit une rotation importante des agents afin de donner à chacun quelques heures de prestation rémunérée. Malgré toutes ces contraintes, l'hôpital s'est engagé dans une démarche constructive d'amélioration. Des changements organisationnels se mettent lentement en place. L'hôpital s'est inscrit dans la dynamique de la plateforme hospitalière.

En 2017, le service des urgences a été réhabilité et son fonctionnement optimisé. Deux nouveaux services ont été créés: les soins intensifs et la réanimation, pour lesquels d'importants travaux ont été nécessaires. L'organisation de ces trois services a été réfléchie de manière concertée, en mettant au centre des discussions la qualité et la sécurité des soins apportés aux patients. Les premiers bénéfices se font déjà sentir au niveau de la population.

CENTRES DE SANTÉ, LE FORMEL ET L'INFORMEL

La zone de santé de Kintambo compte officiellement 18 centres de santé pour 100.000 habitants. Leur mission est d'offrir aux populations les premiers soins et d'assurer les activités de promotion de la santé (p.ex. consultations prénatales). L'augmentation du nombre de professionnels de la santé liée à une demande de soins de plus en plus importante a conduit plusieurs opérateurs privés à se lancer dans la création de structures sanitaires privées. Le niveau d'activité de ces structures et la qualité des

soins proposée ne sont que très peu connus des responsables publics de la zone, pourtant chargés de coordonner l'ensemble de l'offre de soins (publique et privée). En 2017, un travail exploratoire minutieux a été réalisé afin de mieux comprendre cette offre de soins et ses modes de financement. Cette recherche va être poursuivie en 2018 pour aboutir à une cartographie globale qui permettra ensuite de coordonner des actions visant à rationaliser l'offre et à améliorer sa qualité.



PERSPECTIVES

Dans les mois à venir, le travail consistera à consolider la plateforme et à la rendre indépendante en termes de gestion. Des micro-projets d'amélioration de la qualité au sein des hôpitaux membres seront financés, mis en œuvre, évalués. Une recherche-action sur la gestion des risques et la sécurité des patients sera initiée. À Kintambo, en plus des services d'urgences, de soins intensifs et de réanimation qui ont été créés, il s'agira de poursuivre le

travail de renforcement d'autres filières de soins déjà fonctionnelles (notamment la chirurgie) et d'ouvrir de nouvelles filières pour répondre adéquatement aux besoins. Le travail avec les centres de santé visera, lui, à intégrer les interventions adaptées au milieu urbain, autour des maladies chroniques et de la continuité des soins. La question de la formation sera également abordée: une synergie sera créée entre le centre de simulation de l'Institut des

Participation communautaire

Dans un contexte de marchandisation croissante de la santé, la population se trouve souvent démunie pour l'accès à des soins de qualité à un coût raisonnable. C'est pourquoi, en collaboration avec l'ONG locale Étoile du Sud, l'important volet de renforcement des communautés concernant leur santé et leur droit à la santé, tout comme et leur droit de regard sur l'organisation des services de santé, a été poursuivi.

Salubrité et hygiène

Kinshasa connaît des épidémies récurrentes de choléra. Les aliments, dont poisson et viande, crus ou cuits, qui se vendent partout à même la rue, sont exposés au soleil et à l'air libre durant des journées entières parfois. Étoile du Sud a travaillé avec la population pour conscientiser les communautés aux impacts nocifs de cette pratique, afin de généraliser le fait de simplement couvrir les aliments.

Forum des usagers!

L'incursion des usagers dans les instances de discussion et de concertation autour de l'offre de soins est relativement neuve, et demeure très peu répandue. Toutefois, la pratique s'avère constructive et permet au patient de faire entendre son point de vue.

techniques médicales de Kintambo et la zone de santé, pour la formation continue des infirmiers. En ce qui concerne la formation des médecins, le Centre de Formation continue et d'Appui Sanitaire de Monkole sera sollicité. ▀

I N F O

Serge.ngaima@ulb-cooperation.org (Kinshasa) et daniela.chinnici@ulb-cooperation.org (Bruxelles)

AGRICULTURE FAMILIALE INTÉGRÉE EN RDC

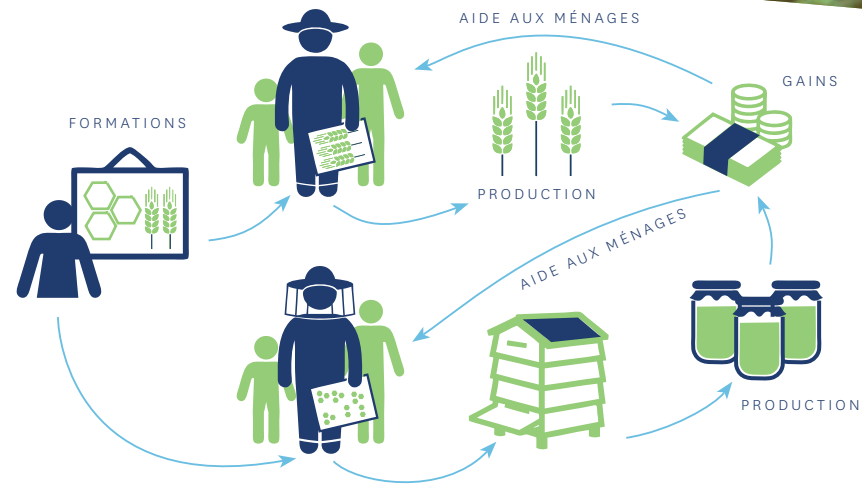
L'enjeu majeur de nos projets menés en RDC dans la thématique « Gestion des territoires et des ressources » est de co-construire avec les producteurs, des modèles agricoles intégrés et durables, et de générer des expertises solides et ancrées localement, sur lesquelles pourront s'appuyer les développements futurs.

AGROÉCOLOGIE DANS LES PROVINCES DE KINSHASA ET DU KONGO CENTRAL

Les besoins alimentaires de la ville de Kinshasa (plus de 17 millions d'habitants) créent une pression très importante sur le foncier des zones avoisinantes. Comme dans le reste de la RDC, la gestion des terres est un véritable casse-tête. La très grande majorité d'entre-elles sont gérées, sur base des coutumes et usages locaux, par des « ayants droit » issus des lignées des chefferies. Les agriculteurs et agricultrices « non ayants droit » se voient attribuer des concessions limitées et pour une durée souvent précaire (un cycle de culture), qui ne permet pas de mettre en œuvre des stratégies d'exploitation durable sur le long terme (par exemple des stratégies d'amendement des sols, de rotation avec engrais verts ou d'agroforesterie). Les pratiques d'agriculture itinérante couplée à la pression foncière accrue conduisent à une déforestation grimpante et à l'appauvrissement des sols. Les familles voient leurs revenus diminuer. Certaines partent vers la ville...

Avec son partenaire CCDS, ULB-Coopération agit à plusieurs niveaux pour tenter de casser cette spirale infernale.

Le projet mis en œuvre tente d'augmenter les revenus des familles tout en promouvant le développement de pratiques durables et de préservation des ressources naturelles. Les familles de 24 villages (1.250 ménages) regroupées au sein de Comités de développement (CODEV) sont accompagnées dans leur cheminement vers des stratégies agricoles et de commercialisation plus efficaces et pérennes. Vingt « champs écoles paysans » ont été mis en place pour expérimenter et évaluer collectivement des pratiques agroécologiques adaptées au contexte. Chaque champ école dispose d'une parcelle de démonstration, animée par un « agro-vulgarisateur », agent du CCDS, où sont menés des essais agronomiques et organisées des formations continues pour tous les membres des CODEV. Chaque ménage y dispose également d'une petite parcelle où il peut tester les techniques qui lui semblent les plus adaptées à ses



besoins avant de décider s'il va les reproduire dans ses propres champs. Cent vingt ménages ont en outre été volontaires pour être des « ménages pilotes ». Ils bénéficient d'un appui plus personnalisé de la part des agro-vulgarisateurs, jusque sur leurs propres parcelles. Ces ménages pilotes peuvent appuyer les autres ménages qu'il est impossible de suivre individuellement, et d'autre part, ils permettent de vérifier l'efficacité des approches innovantes, en conditions tout à fait réelles, sur les parcelles des familles.

Tout ce modèle tient la route uniquement si les ménages sont assurés de pouvoir exploiter leurs terrains sur des périodes suffisamment longues (10-15 ans). Le second objectif de l'action est donc d'encourager la sécurisation des parcelles en facilitant les négociations et la contractualisation avec les ayants droit. La sécurisation des champs écoles pour une durée moyenne d'environ 20 ans a été obtenue avec l'appui des fédérations d'agriculteurs. Des animations croisées entre les différents CODEV permettent aux communautés ayant identifié des solutions efficaces face à ces problématiques d'accès foncier d'appuyer et de conseiller d'autres villages qui se trouvent en difficulté, dans une démarche d'apprentissage par les pairs. L'important travail de plaidoyer, mené avec l'appui du CCDS au niveau des différents villages, obtient petit à petit des résultats.

À terme, les actions mises en place devront être soutenues et poursuivies par les fédérations d'agriculteurs et les CODEV. C'est pourquoi le CCDS renforce également les capacités de 3 fédérations : élaboration et suivi du budget, suivi comptable et rentabilité des filières sont abordés, tant par le biais d'études de filières, de formations, que par des méthodes d'apprentissage collectif.



L'APICULTURE À L'EST DU KONGO CENTRAL

À Luki, aux abords de la Réserve de biosphère de l'UNESCO, ULB-Coopération poursuit le même objectif d'augmentation des revenus des ménages, avec une approche semblable mais quelque peu distincte puisqu'il s'agit là de développer une source de revenus complémentaire, durable et s'intégrant dans les politiques de conservation forestière de la zone : l'apiculture.

Le modèle d'intervention suit la même logique. Vingt « ruchers concentrés » ont été mis en place. Ces ruchers sont un modèle hybride issu des « ruchers communautaires » mais dans lesquels les ruches et leurs produits sont répartis individuellement. Cette initiative a pour but de faciliter l'encadrement et la formation continue, ainsi que la sécurisation des apiculteurs qui n'ont pas de terrain, sur des parcelles concédées par des ayants droit. La flore mellifère y est entretenue et développée collectivement. Des pépinières ont éclos à l'initiative des apiculteurs, et un accompagnement en collaboration avec l'INERA (Institut national d'étude et de recherche agronomique) est en cours, afin de valoriser au mieux les plantes mellifères locales, et ainsi contribuer encore à la mise en valeur de la réserve.

En 2017, 250 apiculteurs ont pu bénéficier d'appui technique et de suivi personnalisé au sein des ruchers concentrés, tout au long du calendrier apicole. Ils ont profité de formations pratiques organisées sous le modèle participatif. Enfin, ils ont pu acquérir, à bas prix, de nouvelles ruches à barres (ruches kenyanes) construites localement, et du matériel apicole adéquat, permettant d'implanter leurs nouvelles connaissances sur leurs propres terrains.

Toutes ces actions sont menées en étroite collaboration avec la coopérative d'apiculteurs COAPMA (coopérative des apiculteurs du Mayombe) qui devra à terme assurer la poursuite du modèle et la pérennisation des acquis.



CAPITALISATION ET ÉCHANGE D'EXPÉRIENCE

Parallèlement à ces activités, ULB-Coopération mène une réflexion plus globale sur la place de l'apiculture et son intégration dans les systèmes de production et dans les projets de développement. Les opportunités de synergie au sein des systèmes agricoles sont nombreuses, et la place de l'apiculture comme activité complémentaire peut se révéler très porteuse, notamment en lien avec les thématiques de l'accès foncier et de l'agriculture itinérante (jachères longues et régénération naturelle assistée par exemple).

C'est dans cette optique qu'est développé le réseau Synapic (Synergie apiculture au Congo) avec l'ouverture d'un nouveau bureau à Mbanza Ngungu. 2017 a permis de réorienter certaines activités de Synapic pour en faire un véritable moteur de capitalisation et de recherche pour les quatre années à venir... ▴

I N F O
ernest.muanda@
ulb-cooperation.org
(Kinshasa)
et sarah.belalia@
ulb-cooperation.org
(Bruxelles)

SÉNÉGAL AMÉLIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

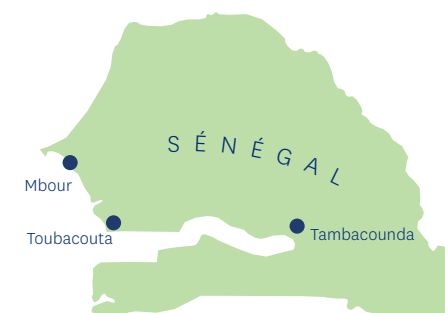
Au Sénégal, avec des financements de la coopération au développement belge et de l'Agence wallonne de l'air et du climat (AWAC), les projets mis en place visent la hausse des revenus des populations, spécifiquement des femmes à travers des groupements d'intérêt économique (GIE) féminins, ainsi que l'adoption de pratiques agroécologiques, pour une utilisation durable des sols.

Dans la région de Tambacounda, le partenaire local Am Bé Koun Solidarité (ABK-S) renforce les GIE les plus dynamiques, principalement par un appui technique (matériel de maraichage, clôtures, puits, unités de transformation notamment) et organisationnel (appui à la gestion administrative et financière). La mise en place de pompes à eau solaires, réduisant ainsi considérablement la pénibilité du travail pour les femmes, est un beau succès de l'année 2017.

À Mbour, l'ONG locale APAF Sénégal propose à des exploitants familiaux un programme d'agroforesterie unique en son genre étalé sur trois ans. Pour bénéficier de l'accompagnement d'APAF, les paysans candidats doivent disposer d'1 ha de terrain à cultiver, équipé d'un puits, et protégé contre les ruminants par une clôture naturelle en haie vive composée d'euphorbe et d'acacia. 100 nouveaux paysans et leurs familles intègrent chaque année ce programme. Ainsi, en 2017 ceux-ci ont bénéficié des conseils des formateurs APAF et des intrants (semences, gaines, petit matériel) nécessaires pour planter 80.000 arbres. Depuis la création de APAF Sénégal (membre du réseau APAF international), avec l'appui et les conseils de divers partenaires européens dont principalement ULB-Coopération, ce sont des milliers d'hectares qui sont en voie de restauration et de reboisement.



Construction d'un foyer amélioré



TOUBACOUTA, DU BOIS À LA PAILLE

Les méthodes de fabrication et d'utilisation du charbon de bois peu efficaces et sa consommation massive par les ménages pour la préparation des repas, contribuent à la déforestation et à des émissions importantes de gaz à effet de serre. Dans sa recherche de biocombustibles performants, Nébédary, ONG partenaire locale spécialisée dans la protection de l'environnement, s'est lancée dans la création de charbon à base de paille comme alternative au charbon de bois. Par ce biais, l'association entend contribuer à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques, et à l'amélioration des conditions de vie des populations locales dans la région de Fatick. La paille récupérée (à laquelle est ensuite ajouté de l'amidon de riz pour constituer le charbon) dans les forêts constitue une biomasse renouvelable qui permet de limiter la coupe de bois, mais aussi les feux de brousse, deux phénomènes générateurs de nombreuses émissions de CO₂. Cette solution est aujourd'hui en phase expérimentale, le charbon de bois demeurant très majoritairement utilisé. La seconde étape, seulement amorcée en 2017, vise à évaluer l'adoption par les populations de ce nouveau charbon. ▽

Gestion participative des forêts
Pour encourager les populations à entretenir et exploiter durablement les forêts, il est important de les impliquer dans la gestion de celles-ci. Toujours dans la région de Fatick, les riverains de 3 forêts communautaires participent aux trois axes que propose Nébédary pour une utilisation durable et raisonnée des forêts :



— **Co-construction de plans d'aménagement et de gestion des forêts.** Les forêts sont délimitées en plusieurs parcelles, exploitées en alternance sur un cycle de 8 ans, ce qui permet de toujours laisser au repos une partie de forêt, le temps de sa régénérescence.



— **Production plus efficace du charbon de bois.** Un four à charbon de bois à haut rendement a été construit, permettant d'utiliser 3 kg de bois pour fabriquer 1 kg de charbon, plutôt qu'un ratio habituel de 5 kg pour 1 kg produit, et limitant donc la déforestation. Ce four émet en outre moins de CO₂ et de NH₄, diminuant donc la quantité de gaz à effet de serre dispersés dans l'atmosphère.



— **Développement d'alternatives au charbon de bois.** Actuellement, c'est la piste du charbon de paille qui est testée et évaluée.

INFO
thierry.decoaster@ulb-cooperation.org (Bruxelles)

FORMATION

Afin d'augmenter leur robustesse et la pérennisation des projets, les ONG partenaires locales ont participé à des formations en gestion administrative et financière ainsi qu'en suivi et évaluation de projets. Ces échanges d'expertise se déroulent efficacement grâce notamment à ADG, membre du consortium Uni4Coop et qui dispose de personnel sur place. Dans ce même élan, deux responsables de projets de nos partenaires locaux Nébédary et Am bé Koun Solidarité ont participé à un stage international de deux mois à Gembloux, dans le cadre de la formation « Conception de projets pour le développement durable, l'adaptation et l'atténuation aux changements climatiques ». Allant plus loin encore dans ces synergies Uni4Coop, ce stage a utilisé un outil d'intégration environnemental élaboré par un autre membre du consortium, Louvain Coopération!

APPROCHE SYSTÉMIQUE ET UNIVERSITAIRE

Notre appui à l'agriculture familiale d'un côté, nos connaissances en matière de santé dans les pays du Sud, et nos relations avec l'École de Santé Publique (ESP) de l'ULB ont fait émerger des travaux de recherche-action, plus-value de la présence universitaire forte au sein d'ULB-Coopération. Grâce à un financement de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES), l'ESP, l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et le partenaire ABK-S mènent ensemble une étude sur l'état nutritionnel du couple mère/enfant auprès des bénéficiaires des projets de l'ONG. Cette enquête servira à établir la base pour un suivi de l'état nutritionnel et les éventuelles modifications de comportement nutritionnel durant les cinq prochaines années. À terme, disposer d'outils d'éducation à la nutrition sera très pertinent.



Pompe à eau fonctionnant
à l'énergie solaire

LES ACTIVITÉS D'ULB-COOPÉRATION EN BELGIQUE

En 2017, les projets d'éducation et de citoyenneté critique ont été articulés autour de trois axes : l'information et la sensibilisation, le soutien aux actions de la communauté universitaire et le renforcement des capacités. Des conférences, des débats, des ateliers ont été organisés, ainsi qu'une multitude d'autres activités impliquant des cercles d'étudiants et des acteurs de l'Université. Ces activités témoignent de la diversité des problématiques de solidarité mondiale et de la multiplicité des points d'entrée pour les aborder. Toutes convergent vers la sensibilisation d'un public universitaire (étudiant, scientifique, académique, administratif...) ou autre, afin de réveiller les énergies pour mobiliser des acteurs de changement. Retour sur une année riche.



JOURNÉE DE LA COOPÉRATION

Lors de l'édition 2017 de la Journée de la coopération, que l'ONG co-organise chaque année avec l'université, nous avons mis en place des ateliers dynamiques et participatifs autour des thématiques de développement. Grâce aux partenariats avec d'autres ONG qui apportent leur expertise spécifique (ADG, SOS Faim, Quinoa, et Théâtre et réconciliation), ces ateliers ont apporté une dimension participative et interactive à la Journée de la coopération. Les membres de la communauté universitaire ont ainsi pu tester concrètement leurs connaissances en matière de solidarité mondiale.



CINÉ-DÉBATS

Deux grandes projections ont eu lieu à Bruxelles au cinéma Vendôme, qui affichait complet (250 personnes) à chaque fois. L'avant-première du film « Ouvrir la voix » d'Amandine Gay et celle de « Les deux visages d'une femme bamiléké » de Rosine Mbakam ont ainsi permis au public de converser avec les réalisatrices. Ces actions, ancrées dans la culture, témoignent de la pertinence de l'utilisation de ce médium pour sensibiliser un grand public aux enjeux des relations Nord-Sud. De plus, questionnant nos représentations et nos stéréotypes, elles déconstruisent utilement certains discours dominants.



FORMATIONS

Des séances gratuites, dites « de préparation au départ » ont été proposées à la communauté universitaire. Elles ont pour but de former les étudiants et étudiantes, qui vont effectuer un stage ou un mémoire au Sud, à l'interculturalité, de les préparer au choc culturel, de fournir certains conseils pour s'adapter à un environnement culturel différent, mais aussi et surtout, d'améliorer leur compréhension des enjeux de développement. Spécifiquement, les préparations dispensées en 2017 concernaient le Sénégal et l'agroécologie. Ces séances permettent systématiquement d'améliorer la compréhension des enjeux de développement chez les jeunes.



COURS MÉTIS

Le concept de cours métis, organisé par ULB-Coopération, est d'inviter des experts du Sud ou du monde associatif à intervenir dans le cadre d'un cours universitaire pour apporter aux étudiants un point de vue différent et complémentaire sur la matière traitée. En collaboration avec les académiques concernés, en 2017, les exposés et discussions ont porté sur des thématiques nécessairement variées : du droits des femmes veuves en RDC aux nouvelles images d'Afrique diffusées par le cinéma, la télévision et le multimédia. Ces activités permettent de valoriser les savoirs du Sud et de poser momentanément le contenu d'un cours (ici droits humains et communication), dans un contexte inhabituel, au bénéfice de tous les acteurs impliqués.

UNI4COOP

Les départements d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire des quatre ONG universitaires du consortium Uni4Coop (ADG, FUCID, Louvain Coopération, ULB-Coopération) ont développé ensemble de nombreuses activités afin de sensibiliser les étudiants des différents campus aux relations et inégalités Nord-Sud. Notamment une belle rencontre littéraire avec l'écrivain Achille Mbembe et un débat avec Victoria Kelberer, spécialiste de l'enjeu de l'inclusion des réfugiés et des migrants.



PLATFORME DISCOVERING DIVERSITY

Fierté de 2017, la plateforme *Discovering Diversity* est un lieu d'échange interculturel et de mixité qui rassemble mensuellement migrants et réfugiés autour d'un repas. Les activités mises en place suscitent les rencontres entre jeunes d'horizons variés. La plateforme a été animée par des étudiants, à l'initiative d'ULB-Coopération. Plusieurs cercles étudiants sont impliqués : les cercles Oxfam ULB et Amnesty International ULB, le cercle Arabo-européen, OPAC (Organisation pour la promotion des arts et de la culture) et l'AEAD (Association étudiante d'aide au développement).



ET ENCORE...

Outre les activités régulières organisées ou soutenues par l'équipe d'ULB-Coopération, d'autres interventions plus ponctuelles ont renforcé notre implication dans l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. Citons, en 2017, l'appui à la participation d'étudiants à l'émission *Radioscope*, de Radio Campus : les étudiants ont préparé et animé le reportage sur le thème du journalisme engagé dans des États fragiles. Dans le cadre de la déconstruction des préjugés, nous avons co-organisé un atelier « Comment réagir aux discours de haine ? », particulièrement percutant et instructif selon les participants. Afin d'allier sport et solidarité, une équipe ULB a été présente aux 20 km de Bruxelles, en sensibilisant les coureurs à un des projets de préservation de l'environnement au Sénégal. La présence de l'ONG aux festivals « LaSemo » et « Août en éclats » a également permis de toucher un public extra-universitaire. ▀

I N F O

julie.berthelie@ulb-cooperation.org et
audrey.villance@ulb-cooperation.org

(4,5 MILLIONS EUR)



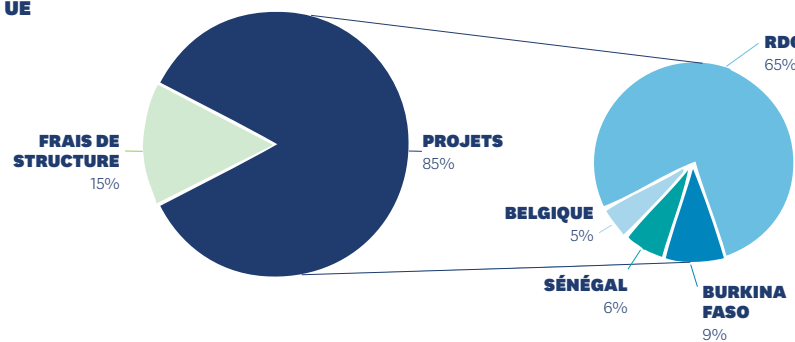
C'est une grande satisfaction de constater que les interactions avec l'ULB et les entités qui lui sont liées (asbl proches mais indépendantes de l'Université), se sont encore intensifiées et diversifiées.

Les collaborations développées que ce soit au niveau académique, technique ou institutionnel renforcent la qualité de nos actions.

En 2017, nous avons plus spécifiquement

travaillé avec un ensemble de services, départements, laboratoires... au sein des entités ci-dessous. Merci à eux pour leur collaboration.

(4,5 MILLIONS EUR)



PLUSIEURS POSSIBILITÉS VOUS SONT OUVERTES :

- Le formulaire d'ordre permanent ci-dessous : vous déterminez le montant, la fréquence, et ne vous souciez plus du reste !
- Le bulletin de versement ci-dessous.

Une attestation d'exonération fiscale vous est envoyée pour tout montant annuel total de dons ≥ 40 €.

(À compléter, signer et déposer dans votre organisme bancaire ou à effectuer via votre PC banking)

En optant pour l'ordre permanent, je soutiens de façon régulière, grâce à ma générosité, les projets de développement durable d'ULB-Coopération en Afrique Centrale et de l'Ouest.

Le + pour vous ? Le montant que vous désirez, la fréquence que vous déterminez, un prélèvement automatique dont vous ne vous souciez plus, modifiable à tout moment. Et une attestation fiscale systématiquement reçue chaque année dès que le montant total de vos dons est ≥ 40 €.

Le + pour nous ? Une plus grande stabilité des arrivées financières, pour une gestion optimale.

Nom : Prénom :

Adresse :

N° : Bte : Code postal :

Localité :

Email :

☐ 40 € ☐ 30 € ☐ 20 € ☐ 10 € ☐ 5 € ☐ autre montant mensuel €

Vers le compte d'ULB-Coopération :

Banque CBC : BE25 7320 4180 0482 ou BNP : BE86 0014 8053 5450
50 Av. F.D. Roosevelt, CP 266, à 1050 Bruxelles, avec la communi-
cation « Don ULB-Coopération ».

Je peux, à tout moment, modifier ou annuler mon ordre par simple avis à ma banque.

Le : / /

Signature :

Handtekening(en)
Signature(s)

OVERSCHRIJVINGSOPDRACHT ORDRE DE VIREMENT

0

Gewenste uitvoeringsdatum in de toekomst / Date d'exécution souhaitée dans le futur

Bedrag / Montant	EUR	CENT
------------------	-----	------

--	--	--	--	--	--

[illegible]Rekening opdrachtgever (IBAN)
Compte donneur d'ordre (IBAN)Naam en adres opdrachtgever
Nom et adresse donneur d'ordreRekening begunstigde (IBAN)
Compte bénéficiaire (IBAN)

BIC begunstigde
BIC bénéficiaire

Naam en adres begunstigde
Nom et adresse bénéficiaireMededeling
Communication

À VOS AGENDAS !

En co-organisation, nous avons déjà prévu quelques très intéressants moments pour l'année académique prochaine :

OCTOBRE

Théâtre : *Colo(nial)oscopie*, par la compagnie Ah Mon Amour, avec le cercle OPAC et le Centre de Recherche Mondes Modernes et Contemporains (Faculté de Philosophie et Sciences Sociales, ULB).

OCTOBRE À DÉCEMBRE

Exposition : *L'Afrique croquée*, le regard des caricaturistes sur les problématiques africaines, par l'ASBL Comocongo.

NOVEMBRE

Conférence-débat avec des journalistes d'investigation africains, dans le cadre de la 3^e édition de la semaine africaine au Parlement européen.

FÉVRIER 2019

Rencontre d'auteurs africains dans le cadre de la Foire du livre de Bruxelles, en co-organisation avec l'ULB et l'ONG CEC.

... ET PLUS ENCORE...

Dates et détails à confirmer, seront publiés sur www.ulb-cooperation.org/agenda

Au plaisir de vous y voir !



Graphisme : mpointproduction.be

Par souci écologique, nous vous encourageons à opter pour la newsletter en format pdf. Envoyez un simple e-mail à l'adresse info@ulb-cooperation.org ou inscrivez-vous sur notre site www.ulb-cooperation.org

Ajoutez ULB-Coopération à votre testament et léguiez votre solidarité !



Belgique

partenaire du développement

